

NOUVEAUX NUMÉROS DE REVUES

MAJ : 25/11/2025

Actualités Sociales Hebdomadaires



N° 3332 - Novembre 2025
Handicap - À quand une école vraiment inclusive ?

Sciences Humaines



N°383 — Novembre 2025
Pourquoi tombons-nous (encore) amoureux ?

EJE Journal



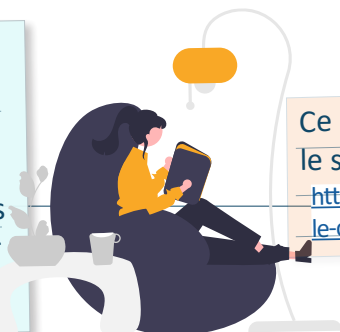
N°115 Novembre - Décembre 2025
Accueillir des « Enfantastiques »

Le Bulletin de la Protection de l'Enfance



N°160 - 163 - Été 2025
**Danger immédiat :
L'efficacité dans l'urgence**
Sommaires sur les pages suivantes

Ces numéros sont à retrouver dans votre centre de documentation L'EDIAC Formations en consultation sur place.



Ce document est disponible sur le site de L'EDIAC Formations :
<https://www.ediacformation.com/le-centre-de-documentation/>



Au programme

6

INSPIRATIONS

6 Tour de France
Bidonvilles : de l'« aller vers, pour ramener vers »

10 L'esprit ouvert
Magali Lafourcade : pour une justice impartiale

12 Reportage
Revivre grâce à l'entreprise à but d'emploi Emerjean



TIM DUBOIS

18 Portrait

David Cluzeau : objectif, la cour des grands

21

MANAGEMENT & RÉSEAUX

21 Politique salariale
Comment les associations partagent leur « valeur »



ADOBESTOCK

25 L'écho des réseaux
Thomas Lesueur : « La PJJ réinvestira la protection de l'enfance »

26

ENQUÊTE

26 EN COUVERTURE
Accessibilité

À quand une école vraiment inclusive ?



Le mag du travail social

85, rue de Maubeuge - 75010 Paris

Directeur de la publication : Fabrice Auclert

Rédactrice en chef : Laurence Ubrich

LA RÉDACTION - Le mensuel et le site - Rédaction : Anne-Noémie Dorion (rédactrice en chef adjointe), Benjamin d'Alguerne, Noémie Letellier, Chifa Montasser, David Prochasson
Secrétariat de rédaction-Maquette : Fatima Benbella, Christophe Mouche (secrétaires de rédaction), Priscilla Julien (rédactrice graphiste).

Ont participé à ce numéro : Catherine Abou El Khair, Brigitte Bègue, Adèle Cailloteau, Stéphane Danancier (alias Pavo), Tim Douet, Solenne Durox, Claire Gandanger, Margot Hemmerich, Armandine Penna, Éléonore de Vaumas.

COUVERTURE ET ILLUSTRATIONS DE L'ENQUÊTE : Sébastien Jenger - sebastien@primoproject.com

Contacter la rédaction : redaction@ash.tm.fr

PUBLICITÉ-ANNONCES (emploi, formation, appels d'offres, colloques) : Nadia Dumari (directrice de clientèle) - 0674103344 - n.dumari@alaloopmedia.fr - ash-job@ash.tm.fr

MARKETING, VENTES ET DIFFUSION : Alaloop Média
• Service abonnements et ventes au numéro : abonnements-ash@alaloopmedia.fr

Responsable service abonnements : Marc Zaffagni - 0665405454

ABONNEMENTS : 11 numéros, 4 numéros juridiques et un accès aux archives du magazine sur www.ash.tm.fr - Professionnels : 156,71 € HT - 160 € TTC - Prix au numéro : 15,18 € HT - 15,50 € TTC - Étranger : nous consulter

Nous contacter : ashcontact@alaloopmedia.fr

• Éditeur : Alaloop Média SAS - RCS Paris 934 067 356 - Siège social : 85, rue de Maubeuge - 75010 Paris

• Fabrication : Frédérique Carton

CPPAP n° 0427 T 87391 - ISSN n° 1145-8690 - Dépôt légal : novembre 2025 - Reproduction interdite - Impression : ILO Imprimerie Leonce Depiez - 962, allée de Belgique - 62128 Wancourt - Origine géographique du papier : Hagen en Allemagne. Taux de fibres recyclées : 0 %. Taux d'eutrophisation : 0,020 Kg/tonne - PEFC



www.ash.tm.fr

ALALOOP MEDIA

@ashredaction

@actualite-social-hebdomadaire

@ash_actualitesociales

37

CAHIER JURIDIQUE

38 Le JO à la loupe

40 Dossier juridique
De la prise en charge du grand âge à la loi « bien vieillir »

44 Le droit et la pratique
La faute excusée dans une procédure de divorce



45

TÊTES CHERCHEUSES

45 Sur quoi travaillez-vous ?
« Le milieu ouvert ne devient-il pas un grand fourre-tout ? »

48 C'est en débat
Faut-il favoriser la parole de l'enfant en audience ?



ADOBESTOCK

50 Culture pro

52 Mémoires du social
Pédagogie ou éducation spécialisée ? Episode 1 : la formation des maîtres

53

FORMATION

53 Tendance pédagogie
Lorsque le handicap se conjugue au temps qui passe

56 En continu
Professionaliser l'accompagnement nocturne

57 Le métier du mois
Assistant familial

58 Vocation TS
« J'ai gagné au change »

60 ANNONCES CLASSÉES

ET TOUJOURS...

64 Vince l'éduc très spécial

65 C'est vous qui le dites

66 Tara Kabe



AGENDA

■ **18 novembre - Webinaire**
Egalité et contrôle coercitif : des enjeux majeurs dans la lutte contre les violences intrafamiliales.

Cycle de webinaires proposés par Citoyens & justice. Autres dates : 9 décembre, 8 et 22 janvier, 10 février
■ Tél. : 05 56 93 62 26.
■ Mail : communication@citoyens-justice.fr

■ **20 novembre - Lyon**
Inspections et contrôles : préparer, dialoguer, améliorer.
Journée d'étude de l'Uriopss Auvergne-Rhône-Alpes.
■ Espace Sarrazin : 8, rue Jean-Sarrazin
■ Tél. : 04 72 84 78 10
■ Mail : a.marlier@uriopss-ara.fr

■ **20 novembre - Paris**
L'audition des enfants en questions, en réponses et en actions.
Colloque organisé par l'Association internationale des auditeurs d'enfants (CLIA).
■ Auditorium du Barreau de Paris (et en distanciel).
■ Tél. : 01 86 70 86 41
■ Inscription : shorturl.at/xYLiH

■ **24 et 25 novembre - Lyon**
Rencontres du logement accompagné de l'Unaf (Union professionnelle du logement accompagné).
■ Centre de Congrès : 50, quai Charles-de-Gaulle
■ rencontres2025.unaf.org

■ **3 et 4 décembre - Paris**
La protection de l'enfance dans tous ces états !
Conférence internationale organisée par la Cnap et l'Ancreal.
■ Contact : ancreal@ancreal.org

■ **4 et 5 décembre - Nancy**
Protéger sans enfermer.
L'autodétermination, un levier de la (r)évolution des pratiques professionnelles.
Assises nationales des établissements publics de la protection de l'enfance du Gepso.
■ Centre Prouvé : 1, place de la République (et en distanciel).
■ Tél. : 06 99 60 93 95.
■ Mail : formation@gepso.com.

Édito

Depuis plusieurs années, la question de la formation continue occupe le devant de la scène. Entre discours valorisant l'importance d'une montée en compétences, et réalités de terrain souvent marquées par le manque de moyens, un paradoxe se dessine : la formation continue dans la petite enfance est-elle une vitrine destinée à afficher de bonnes intentions, ou bien une épine douloureuse qui révèle les fragilités structurelles du secteur ? La réglementation française rappelle cette exigence. Depuis la réforme de la formation professionnelle, tout salarié dispose d'un droit à la formation, via le Compte Personnel de Formation (CPF) ou les plans de formation financés par l'employeur et les OPCO (Organisme Paritaire Collecteur Agréé). Au-delà des compétences, la formation continue nourrit la reconnaissance. Dans un secteur encore marqué par des salaires modestes et une faible considération sociale, la possibilité de se former représente un moyen de valoriser les métiers et de renforcer leur attractivité. Tous les professionnels ne bénéficient pas du même accès à la formation. Les salariés du secteur public semblent globalement mieux servis que ceux du privé ou du milieu associatif. De même, les assistants maternels, exerçant souvent de manière isolée, rencontrent davantage de difficultés pour accéder à des parcours réguliers. Entre vitrine et épine : un paradoxe permanent. On observe une tension permanente entre l'ambition affichée (former massivement, professionnaliser davantage) et la réalité du terrain (budget, remplacements, contraintes logistiques). Cette dissonance nourrit la perception d'une « vitrine » qui ne correspond pas toujours à la pratique. Pour dépasser cette contradiction, il importe de considérer la formation non comme un pilier central d'une politique de la petite enfance courageuse et réaliste. Cela suppose des financements stables, une organisation adaptée, et surtout, l'implication réelle des professionnels dans la définition des contenus et des modalités. Sans quoi la formation continuera d'osciller entre vitrine séduisante et épine douloureuse, sans jamais déployer son véritable potentiel : celui d'améliorer durablement la qualité de l'accueil et la reconnaissance de ceux qui s'y consacrent chaque jour.

Céline Fleuet

Sommaire

- | | | | |
|----|---|----|---|
| 4 | Les EJE font l'actu ! | 38 | « Dehors ! » : les espaces et mobilier extérieurs |
| 6 | Actualités professionnelles | | |
| 8 | Au relais petite enfance, l'EJE tisse le lien | 40 | Dossier Accueillir des « Enfantastiques » |
| | Interview de Lucie Jacquot par Christine Dain | 42 | La tendresse en pyjama |
| 12 | Crèche à Bessancourt : ensemble, grandir autrement (Reportage en images) Leila Arrambourg | | Interview réalisée par Céline Fleuet |
| | | 46 | Le rôle du Référent Santé et Accueil Inclusif (RSAI) en crèche |
| 18 | Pouvons-nous dessiner un escargot sur la feuille de l'enfant, s'il nous le demande ? | | Interviews réalisées par Christine Dain et Coralie Onillon |
| | [Débat] Anthony Stephanov | 50 | Accueillir un jeune enfant diabétique de type 1 |
| 22 | Jeu d'imitation : la dinette, les enfants sont servis ! (Ludothèque idéale) Céline Fleuet | | Frédéric Groux |
| | | 54 | Être EJE et maman aidante |
| 24 | De doux équilibres : le rôle du sucre et des glucides chez les tout-petits (Nutrition) Maurine Masrouby | | Interview réalisée par Céline Fleuet |
| | | 56 | L'accompagnement d'un enfant TSA en France : guider les parents et les professionnels |
| 26 | Répondre à l'urgence du secteur en tension : une nouvelle formation EJE en Vendée [Formation] | | Frédéric Groux |
| | École Sup Social. Interview réalisée par Leila Arrambourg | 58 | Et après la crèche ? Vers une école plus inclusive |
| | | | Jessica Lebris |
| 30 | « L'attachement » : l'art de filmer les liens qui nous façonnent | 60 | Accueillir un « Enfantastique » : Carte mentale |
| | [Interview VIP] Carine Tardieu, propos recueillis par Leila Arrambourg | 62 | Paroles d'étudiants |
| | | 64 | Coup de cœur littéraire d'une EJE |
| | | | Sylvana Specq |
| | | 66 | La bibliothèque des EJE |

Pour les abonnés, ce numéro comporte un flyer : Colloque « L'attachement ».

Directeur de la publication : Matthieu Duval – Directeur de la rédaction : Philippe Duval – Secrétaire de rédaction : Leila Arrambourg. Ont contribué à ce numéro : Lucie Jacquot, Christine Dain, Leila Arrambourg, Carine Tardieu, Céline Fleuet, Maurine Masrouby, Gaëlle Jauffinneau, Ecole Sup Social, Anthony Stephanov, Mélanie Morel, Laurence Silve, Jessica Lebris, Coralie Onillon, Frédéric Groux, Dorothée Simon, Alice Baraton, Aurélie Dussart, les étudiants de l'IFME de Nîmes, Sylvana Specq.

Credits photographiques : 1-2,3RF - CVI, 6-8-11, 18-21, 24-25, 30-34, 32-33, 38-39, 40 à 59, 62-63, Leila Arrambourg – Crèche Chaboulon, CVI, 12 à 17, Ecole Sup Social - 29.

Les Abonnements : Maria Vareja abonnements.tpma@yahoo.com - Comptabilité : Matthieu Duval - Publiweb : pub.tpma@yahoo.fr - TPMA - 40, avenue Saint-Jacques - 91600 Savigny-sur-Orge - Tél/Fax : 01 69 44 53 70.

L'acceptation et la publication d'annonces publicitaires impliquent par l'acceptation des services rendus. La direction se réserve le droit de refuser toute insertion publicitaire sans avoir à justifier sa décision. - Diffusion en kiosques : Messageries Lyonnaises de Presse.

Commission paritaire : 01261-88545 - ISSN 1957-7204 (Imprimé) - ISSN 2804-8857 (en ligne) - Dépot légal à la parution - EJE Journal est édité par TPMA - RCS ERY 450 085 527 SARL au capital de 1000 Euros - 40, avenue Saint-Jacques - 91600 Savigny-sur-Orge.

Gerant : Philippe Duval - Seuls les articles qui n'ont fait l'objet d'aucune publication, y compris sur Internet, sont acceptés. Les articles signés sont publiés sous la responsabilité de leurs auteurs. Les titres et chapôs sont de la rédaction.

Copyright 2022 TPMA SARL - En application de la loi du 11 mars 1957, il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement la présente revue sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français de l'exploitation du droit de copie (20, rue des Grands-Augustins - 75006 Paris).

AVIS AUX LECTEURS Pour toute information, vous pouvez :

✉ Nous écrire à EJE Journal : 40, avenue Saint-Jacques - 91600 Savigny-sur-Orge - eje.tpma@yahoo.fr - abonnements.tpma@yahoo.com ☎ Nous appeler au (33) 01 69 44 53 70 du lundi au vendredi de 9h00 à 16h30 www.journal-eje.fr



Sommaire

RENCONTRE : ASTRID VON BUSEKIST

P. 6 « On ne décide pas seul qui l'on est »

Brèves de SAVOIR

L'actualité de la recherche en sciences humaines

P. 18 MATHÈSE EN 3 POINTS

Lola Martin-Moro : Vers un indice des conditions de détention

P. 22 L'OBJET DU MOIS : La carte Vitale

P. 24 NOS LIEUX COMMUNS
Chronique de Jean-Laurent Cassely :
Le Big Mac m'a tué

P. 26 PORTRAIT DE CHERCHEUSE

Adèle Yon – Celle qui chassait les fantômes

GRANDS ANGLES

P. 30 TERRAIN D'ENQUÊTE

Dans les catacombes de Palerme, LES MORTS nous regardent

P. 36 LE MONDE EN DEVENIR

Noter les citoyens : CAUCHEMAR OU BONNE IDÉE ?

DOSSIER

Pourquoi tombons-nous (encore) amoureux ? Entre algorithmes et alchimie

P. 42 L'idéal romantique fait de la résistance

P. 46 Barbara Rosenwein :

« L'amour est un organisme vivant »

P. 50 Et plus si affinités...

P. 53 3 QUESTIONS À... Arnaud Poissonnier

« Une rencontre, c'est tout sauf une recherche sur catalogue ! »

P. 54 Un siècle de rencontres amoureuses

P. 56 « Au collège, ça devient sérieux »

P. 59 Bi, pan, poly ou « no sex » ?

P. 62 Réaimer malgré tout

RÉFÉRENCES

P. 70 JACQUES ELLUL

Face à l'emprise technologique

P. 78 L'illustre inconnue : Kimberlé Crenshaw

P. 80 Mythologie : La Lune, miroir de nos croyances

Les livres et la culture

P. 82-97

P. 98 La question qui fâche

Les robots à l'écran, les acteurs au chômage ?

ÉDITO



DIDIER LESUEUR
Rédacteur en chef du BPE
Ex-Délégué général de l'Odas

L'information préoccupante, un dispositif qui n'est pas sans danger !

En créant le dispositif de l'information préoccupante (IP) en 2007¹, nul n'imaginait l'impact considérable de ce dispositif sur le fonctionnement, voire l'organisation des services sociaux et médico-sociaux des Départements. Sur ce sujet, l'Etat n'a pas ménagé sa peine en moins de vingt ans.

En effet, l'article initial, L226-3 du code de l'action sociale et des familles (CASF), créant le dispositif de l'IP et celui de son recueil sous l'autorité du président du Conseil départemental a été modifié successivement en 2016 puis en 2022 par les deux lois réformant la protection de l'enfance². Cet article a été complété par voie réglementaire à cinq reprises, d'où il résulte 8 articles (D226-2-1 à D226-2-8 du CASF). Sans omettre le cadre national de référence en matière d'évaluation globale de la situation des enfants en danger ou en risque de danger, rendu public en janvier 2021 par la Haute autorité de santé (HAS) d'un total de 368 pages composé d'une synthèse, d'un préambule, de trois livrets et de 8 fiches pratiques.

Voici un dispositif très conséquent dont la finalité est de mieux repérer les enfants en danger ou en risque de danger. Mais l'impact est d'une part, d'augmenter encore la méfiance des parents à l'égard des services sociaux et médico-sociaux, et d'autre part, d'emboliser l'action des Départements. Il est essentiel de mieux repérer, mais répondre aux difficultés identifiées est tout aussi important.

Car la grande majorité des IP ne concerne pas la maltraitance d'enfants sous toutes ses formes mais révèle l'ampleur de la « parentalité abimée » pour reprendre le titre d'une récente publication de l'Ecole des parents et des éducateurs³. Sur ce sujet, les réponses traditionnelles de l'aide sociale

à l'enfance sont inadaptées. En effet, ces réponses doivent se situer avant tout sur le terrain éducatif, et le plus précocement possible.

Or comment travailler sur ce sujet dans une société où les repères éducatifs ne sont plus partagés ? De surcroît, l'évolution des relations familiales et sociales ont renvoyé l'éducation progressivement dans la sphère privée. Une évolution qui rend encore plus complexe pour les professionnels l'évaluation des capacités éducatives des parents, car ils n'échappent pas « eux-aussi » à ces effets de l'individualisme croissant.

Pourtant, comme le confirme la dernière enquête de l'Observatoire des familles de l'Union nationale des associations familiales (UNAF) « *Etre parent aujourd'hui* »⁴, si les parents dans leur majorité reconnaissent être parfois dépassés, ils sont en attente de plus de partage sur l'éducation.

Il y a donc là un champ immense à défricher pour construire des approches éducatives adaptées à notre monde d'aujourd'hui et où le travail social et médico-social a un rôle moteur à jouer, notamment la protection maternelle et infantile (PMI). À la condition de construire une relation de confiance avec les parents et de favoriser des logiques de soutien entre pairs, en s'appuyant tous ensemble sur les besoins fondamentaux de l'enfant et le méta-besoin de sécurité, thème des Assises de la protection de l'enfance de juin 2025.

1-Loi 2002-293 du 5 mars 2002 réformant la protection de l'enfance

2- Loi 2016-297 du 14 mars 2016 relatif à la protection de l'enfant et loi 2022-40 du 7 février 2022 relatif à la protection des enfants

3- L'école des parents et des éducateurs 655 "Parentalités abimées ?" Hors-série n°8 - Printemps 2025

4-Enquête rendue publique le 21 mars 2025 - Résultats complets disponibles sur le site internet de l'UNAF

Vous avez envie de proposer un sujet à l'équipe de rédaction du BPE, de présenter un travail que vous menez, une expérience que vous construisez, ou simplement exprimer un coup de cœur ou un coup de gueule, écrivez-nous : assises@lejas.com

SOMMAIRE

RENCONTRES - COUPS DE CŒUR : Gilles Fouassier, Claire Mastalski, Toumany Diakité, Linda Bali et Sandy Jaunet-Wegerhoff	3
Décryptage : Prévention : pourquoi est-on aussi mauvais ?	12
L'invitée du numéro : Claire Hédon, Défenseure des droits	20
Dossier : Des réflexes d'urgentistes pour la protection des enfants	28
Il faut tout un village : Le Programme d'épanouissement par le sport (PEPS)	34
Fnadepape : Promouvoir la Protection de l'Enfance ou la stigmatiser ?	
par Jean-Marie Muller	40
Protection de l'enfance : Ce que les cris ne disent pas, par Christian Haag	41
Speak ! : La situation des mères protectrices	44
Tribune : L'enfance mérite mieux que des promesses par Hamza Bensatem, président de l'Adepape 13	46

AVERTISSEMENT : la rédaction du BPE est soucieuse de promouvoir et de soutenir la parole des premiers concernés et leur engagement bénévole auprès de leurs pairs. C'est pourquoi elle met à disposition de d'associations de personnes concernées, plusieurs pages dans chaque numéro. Si la rédaction partage l'essentiel de leurs sujets de préoccupation, les messages délivrés et propos engagés tenus dans les colonnes de ces associations n'engagent que leurs rédacteurs et ne sauraient être imputés au BPE.